



REVUE DE PRESSE UE-HAITI

De la mi-mars 2014

CLIQUEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Vers un renforcement des capacités des autorités locales

7/04/14: La cérémonie du lancement officiel du projet d'Appui au développement local, au renforcement des capacités des autorités locales et à l'amélioration de l'accès des populations aux services de base essentiels de la commune de Marigot s'est déroulée, jeudi 3 avril, au Caribbean Palace. Des autorités locales, représentants des organisations de base et des membres de la communauté de Marigot y ont pris part.

Ce projet vise à renforcer les capacités des autorités locales et des populations, rendre fonctionnel le processus de concertation des acteurs au niveau communal, assurer la mise en œuvre du Plan communal de développement de Marigot et permettre à la mairie de fournir de meilleurs services à la population. Marigot est une commune du département du Sud-Est, dans l'arrondissement de Jacmel. L'économie de cette zone repose sur la culture du café, les fruits et l'élevage. Le secteur de la pêche contribue aussi à l'économie locale. Depuis 2008, les autorités intérimaires de Marigot avaient élaboré un plan de développement qui tient compte des différents problèmes auxquels la commune se trouve confrontée. Ce document, qui a été soumis à l'Union européenne, a été validé en février 2013.

Selon Midi Mytil Fifon, l'agent exécutif de la mairie de Marigot, ce projet s'étend sur deux ans. Il précise, par ailleurs, que les axes prioritaires sont, entre autres, l'assainissement du centre-ville de Marigot et de certaines sections communales, renforcer et dynamiser le secteur de la pêche. Plusieurs autres activités seront également réalisées dans le cadre de ce projet de développement. La mise en place d'un espace de concertation et d'échange au niveau communal entre tous les acteurs de la société civile, mise en place d'un comité de pilotage du PCD. Actualisation du Plan communal de développement de Marigot au cours de la deuxième année. Évaluation des principaux besoins en formation des collectivités territoriales, formation des collectivités territoriales en gestion axée sur les résultats, en gestion de la collectivité territoriale, gestion financière et comptable.

Selon Gilles Jean-Louis, le coordonnateur du projet, des séances en formation pratique sur le fonctionnement des collectivités seront organisées. « En vue d'améliorer l'accès des populations aux services de base, cinq microprojets de développement pour une durée de cinq ans seront réalisés avec les communautés », a-t-il avancé. Gilles Jean-Louis, lors de la cérémonie du lancement, a profité de l'occasion pour inviter les organisations de base à soumettre leur microprojet. Il a souligné à l'attention des organisations intéressées que ces microprojets doivent être élaborés sur la réhabilitation, la construction, la formation professionnelle, la valorisation agricole, la protection des bassins versants, la conservation des sols et des eaux, l'élevage et l'appui à la commercialisation. Dans ses déclarations, Manuela Riccio, chargée d'affaires de l'Union européenne en Haïti, a indiqué que l'Union européenne a décidé de financer ce projet en vue d'apporter son appui à l'État haïtien dans sa démarche pour une bonne gouvernance. « Plus de soixante mille personnes vivant dans la commune de Marigot vont bénéficier des retombées économiques du projet. Financé à hauteur de 538 863,38 euros, soit quatre-vingt-dix pour cent par l'Union européenne et dix pour cent des fonds de la municipalité de Marigot.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/129524/Vers-un-renforcement-des-capacites-des-autorites-locales.html>

Remise d'équipements et de matériels de collecte de déchets à la Mairie de Ouanaminthe

6/04/14: L'organisation internationale Welthungerhilfe/Agro Action Allemande, la Mairie de Ouanaminthe et l'Union européenne ont procédé le jeudi 27 mars dernier, à la remise de plusieurs équipements et des matériels destinés à la collecte des déchets solides dans la ville de Ouanaminthe. Selon un communiqué de l'Union Européenne, ce transfert de matériels qui s'inscrit dans le cadre du projet "Renforcement des compétences de l'administration communale et des structures locales pour un accès durable et équitable des populations de la ville de Ouanaminthe aux services d'assainissement" financé à hauteur de 950.000 euros vise à améliorer les conditions sanitaires de cette ville.

Lancé en 2011, cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du Plan de développement communal de Ouanaminthe, permet de répondre aux besoins fondamentaux des populations défavorisées de la ville en matière d'assainissement, à travers le renforcement des compétences du personnel municipal et l'implantation d'un système durable de ramassage d'ordures au bénéfice de la population.

Environ 12.520 ménages, soit 75.120 personnes bénéficient des retombées de cette initiative qui en plus d'améliorer l'environnement urbain, favorise un meilleur équilibre social, la croissance économique, le développement et l'amélioration des services publics dans la commune. Plus largement, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la réduction de la pauvreté en milieu urbain et l'accès des populations aux services de base, dans l'optique de la décentralisation.

"En renforçant les compétences de l'administration communale et celles des structures locales, la Welthungerhilfe/ Agro Action Allemande s'assure qu'ils pourront contribuer d'une part à l'amélioration des conditions hygiéniques de la ville de Ouanaminthe, et d'autre part à la croissance et la stabilisation de leurs revenus. Ce projet permettra ainsi à environ 12.520 ménages, soit 75.120 personnes d'avoir un accès durable aux services d'assainissement de base" a précisé M. Eberhard Hauser, Chef de site d'Agro action Allemande dans le Nord 'Est.

L'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti M. Javier Nino Pérez a pour sa part déclaré: «La ville de Ouanaminthe représente le plus important centre urbain situé sur la ligne frontalière haïtiano-dominicaine. Cette initiative vient

répondre par conséquent aux besoins fondamentaux de la population de cette importante région du pays en matière d'assainissement, en contribuant à instituer un environnement et un cadre de vie plus sain, ce qui constitue un atout important dans le développement ".

Le projet est financé par l'Union européenne à travers le Bureau de l'Ordonnateur national du FED avec une période de mise en œuvre de deux ans par Agro Action Allemande, en partenariat avec la Mairie de Ouanminthe et les organisations locales.

Haïti - Reconstruction : Important partenariat entre la Mairie de Marigot et l'Union européenne



Jeudi, la Mairie de Marigot (département du Sud-Est) en partenariat avec l'Institut de Recherche et d'Appui au Développement Local (IRADEL) et la délégation de l'Union européenne en Haïti, ont procédé au lancement du « Projet d'appui au développement local, au renforcement des capacités des autorités locales et à l'amélioration de l'accès des populations aux services de base essentiels de la commune de Marigot », une initiative financée par l'Union européenne (UE) à hauteur de 485,000 euros.

Basée sur le Plan de développement communal, cette initiative permettra concrètement d'améliorer les capacités des autorités locales afin de les rendre plus performantes dans la desserte des services publics à la population, d'instituer le dialogue entre les différents acteurs communaux dans l'esprit d'une gestion participative du développement, d'améliorer le niveau des services publics à la population et son accès à travers entre autres, de la mise en œuvre de 5 micro-projets : réhabilitation de pistes rurales, construction d'un Centre de formation professionnelle, protection des bassins versants, appui aux activités liées à l'élevage et commercialisation des produits

agricoles.

Cette initiative qui permettra entre autres, d'améliorer l'accès de plus de 60,000 habitants de la commune de Marigot aux services de base, tels que l'assainissement, la sécurité urbaine et l'éducation, vient à point nommé pour renforcer des initiatives de développement local, mises en œuvre auparavant à Marigot.

Ce projet, qui s'étendra sur une durée de 24 mois, piloté par la mairie de Marigot, qui s'inscrit dans le cadre du soutien de l'UE au renforcement de la gouvernance locale et de la décentralisation, du 11ème Fonds Européen de Développement (FED), représente l'un des secteurs prioritaires de la coopération de l'Union européenne en Haïti.

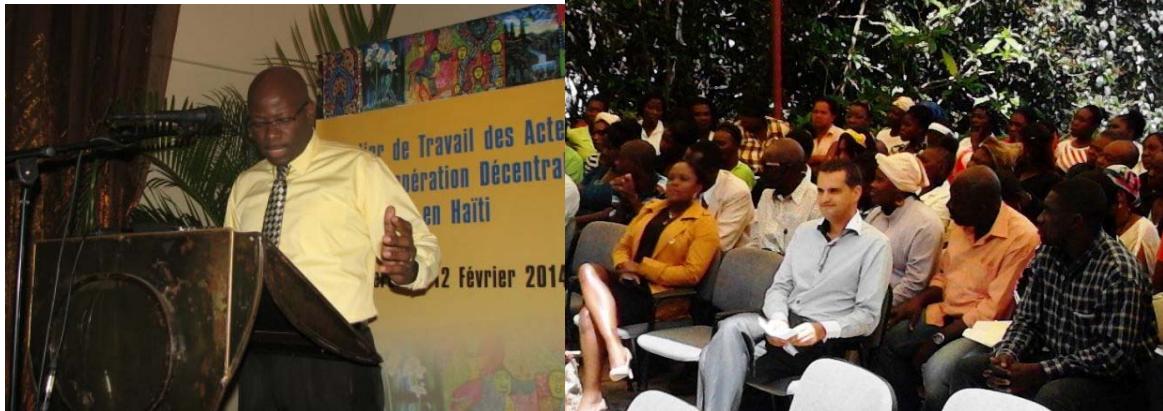
« C'est un projet porteur d'espoir pour la commune de Marigot qui va renforcer les capacités de la Mairie, les Conseils d'Administration de Sections Communales (CASEC) et les Administrations des Sections Communales (ASEC). Il va contribuer également à l'amélioration des conditions de vie de la population marigotienne par l'accès aux services de base » a déclaré le maire de la commune, Midy Fifon Myrthil.

Pour sa part, l'Ambassadeur de l'Union européenne en Haïti, Javier Nino Pérez a précisé lors de ce lancement « Le renforcement des capacités des autorités locales demeure essentiel à l'impulsion d'un développement qui soit issu de la base, ancré dans la réalité socioéconomique locale. La commune de Marigot dispose de potentialités économiques et touristiques importantes, mais dont la mise en valeur passe par le renforcement des autorités communales, acteurs clés du développement local. »

<http://www.haitilibre.com/article-10880-haiti-reconstruction-importante-partenariat-entre-la-mairie-de-marigot-et-l-union-europeenne.html>

Réunir les femmes de Kenscoff pour mieux défendre leurs droits

4/04/14: *Le Groupe d'action francophone pour l'environnement (GAFE) a procédé, jeudi, au lancement officiel du Projet d'appui à la mise en réseau des organisations de femmes de Kenscoff. Une initiative qui vise à promouvoir les droits des femmes en les encourageant à prendre part à la vie publique.*



Il est 10 heures du matin; près d'une centaine de personnes, majoritairement des femmes, prennent place dans la cour du centre d'initiative communale de Kenscoff. Avec elles, les autorités communales, le représentant de l'Union européenne et les responsables du GAFE. Tout est prêt pour lancer ce projet qui veut mettre en valeur les femmes de Kenscoff. C'est, de toute évidence, une femme qui mène la cérémonie de ce jeudi matin. La présentatrice, Marie Orvelie Jean, ouvre l'activité en interprétant La Dessalinienne. Après l'hymne national, le premier membre de l'administration communale de Kenscoff, Mme Widjmy Carlah Clesca, intervient pour prononcer les propos de bienvenue. « Les organisations de femmes de Kenscoff se plaignaient toujours du manque d'encadrement; aujourd'hui elles sont largement servies », a déclaré l'agent exécutif intérimaire, bien placée pour comprendre les problèmes des femmes de sa commune, étant elle-même une femme.

Le projet d'appui s'étendra sur une année. Il sera financé à hauteur de 178 mille euros par l'Union européenne qui octroiera 75 mille euros à ce projet. De son côté, la mairie du Salon-de-Provence, une collectivité territoriale française ajoutera le complément du montant nécessaire à l'exécution de ce projet. « En rencontrant ces femmes, il m'a été possible de mesurer la gravité de la situation des femmes et des jeunes filles de Kenscoff », a déclaré David Tilus, président du GAFE qui succéda à Mme Clesca au micro. « Ce projet, qui va en droite ligne avec le plan de développement communal de Kenscoff, vise à faire connaître aux femmes leur place au sein de la société, tout comme les hommes », a poursuivi David Tilus. Le chargé de mission des droits de l'homme de la délégation européenne en Haïti, qui remplaçait l'ambassadeur Javier Niño Perez à la cérémonie, a placé le projet dans la lutte de l'Union européenne en faveur des droits de la femme.

« Le droit de la femme, c'est l'un des points importants dans notre stratégie de défense des droits de l'homme », a soutenu David Bouanchaud qui dit avoir reçu avec enthousiasme le projet présenté par le GAFE. En fait, M. Bouanchaud espère que « ce projet aidera effectivement à lutter contre la violence faite aux femmes et aux fillettes ». « Qu'elles prennent la parole pour

défendre leurs droits et occuper des postes de décision », a déclaré le chargé de mission aux droits de l'homme.

Les femmes de Kenscoff ont activement participé au lancement de ce projet. Chants, chorégraphie, planification, représentations spéciales, les femmes de Kenscoff semblent déjà avoir occupé le devant de la scène. « Nous accueillons avec satisfaction ce projet qui va nous aider à retrouver notre indépendance en tant que femmes. Mon plus grand souhait est que ce projet nous aide vraiment à nous mettre en valeur », nous a confié Pauline Fortuné, l'une des bénéficiaires du projet. Le GAFE et l'Union européenne ne sont pas à leur première collaboration. L'UE a déjà aidé le Groupe d'action francophone pour l'environnement à élaborer et mettre en œuvre le plan de développement de la commune de Kenscoff. Le Centre d'initiative communale de Kenscoff (CICK), fruit de cette collaboration de longue date, connaît de sérieuses difficultés de fonctionnement, faute de fonds non versés par l'Etat haïtien. Les responsables du GAFE assurent qu'ils ne sont plus en mesure de faire fonctionner cet espace socio-éducatif, utile à toute la communauté de Kenscoff, et en appellent à l'aide du gouvernement .

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/129447/Reunir-les-femmes-de-Kenscoff-pour-mieux-defendre-leurs-droits.html>

Partenariat entre la Mairie de Marigot et l'Union Européenne

4/04/14: La Mairie de Marigot en partenariat avec l'Institut de Recherche et d'Appui au Développement Local (IRADEL) et la délégation de l'Union européenne en Haïti, ont procédé au lancement public du « Projet d'appui au développement local, au renforcement des capacités des autorités locales et à l'amélioration de l'accès des populations aux services de base essentiels de la commune de Marigot ».

Selon un communiqué de la délégation européenne en Haïti ce projet est financé par l'UE à hauteur de 485,000.00 euros. Cette action qui permettra entre autres d'améliorer l'accès de plus de 60,000 habitants de la commune de Marigot aux services de base tels que l'assainissement, la sécurité urbaine et l'éducation, vient à point nommé pour renforcer des initiatives de développement local mises en œuvre auparavant à Marigot.

Basée sur le Plan de développement communal, cette initiative permettra concrètement d'améliorer les capacités des autorités locales afin de les rendre plus performantes dans la desserte des services publics à la population, d'instituer le dialogue entre les différents acteurs communaux dans l'esprit d'une gestion participative du développement, d'améliorer le niveau des services publics à la population et son accès à travers la mise en œuvre de 5

microprojets. L'exécution de ces microprojets permettra notamment de réhabiliter des pistes rurales, de construire un centre de formation professionnelle, de protéger les bassins versants, d'appuyer les activités liées à l'élevage et la commercialisation des produits agricoles..

A l'occasion de cette cérémonie de lancement, le maire de la commune M. Midy Fifon Myrthil a fait la déclaration suivante: "C'est un projet porteur d'espoir pour la commune de Marigot qui va renforcer les capacités de la Mairie, les CASEC et les ASEC. Il va contribuer également à l'amélioration des conditions de vie de la population marigotienne par l'accès aux services de base".

L'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti M. Javier Nino Pérez à cette occasion a pour sa part précisé: "Le renforcement des capacités des autorités locales demeure essentiel à l'impulsion d'un développement qui soit issu de la base et ancré dans la réalité socioéconomique locale. La commune de Marigot dispose de potentialités économiques et touristiques importantes, mais dont la mise en valeur passe par le renforcement des autorités communales, acteurs clés du développement local".

Plus globalement, ce projet qui s'étendra sur une durée de 24 mois, sera piloté par la mairie de Marigot. Il s'inscrit dans le cadre du soutien de l'Union européenne au renforcement de la gouvernance locale et de la décentralisation, qui dans le cadre du 11ème FED représente l'un des secteurs prioritaires de la coopération de l'Union européenne en Haïti.

Haïti-Droits Humains : Nouvelle campagne sur le droit à l'identité et pour l'égalité entre les sexes

Les différents problèmes, liés au respect du droit à l'identité et à l'égalité entre les sexes, font l'objet d'une nouvelle campagne de sensibilisation et d'information, lancée le vendredi 28 mars 2014 à Hinche (Centre), en présence de déléguées des organisations communautaires de base de plus d'une trentaine de sections communales, observe l'agence en ligne AlterPresse.

Lancée par le consortium Solidarité des femmes haïtiennes (Sofa), Mouvement des paysans de Papaye (Mpp) et le Groupe de volontariat civil (Gvc), cette campagne durera 2 mois. La campagne est conduite autour de 2 slogans : « pas de citoyenneté sans identité » et « pour une société équilibrée, prenons la voie de l'égalité ».

Elle devra permettre de sensibiliser et d'informer les communautés, spécialement les femmes, des sections communales et des communes de Hinche (Centre), surtout les membres des organisations communautaires de

base, sur leur droit à l'identité et sur la nécessité de casser les liens avec les stéréotypes qui veulent que les hommes soient supérieurs. Juslène Tyresias du Mpp relève la concentration des services, dans la ville servant de chef-lieu, comme l'une des causes du non-accès des personnes vivant dans les milieux ruraux à des actes de naissance et à des cartes d'identification nationale.

S'ajoute à cela, selon elle, le manque d'éducation et d'information sur l'importance des pièces d'identités. « Le problème des actes de naissance n'est pas nouveau », souligne la militante Olga Benoît à l'attention du public.

Il s'agit d'un problème récurrent touchant singulièrement les femmes et les filles des zones rurales. « Informer la population sur l'importance et le droit à l'acte de naissance », constitue le premier volet de la campagne, poursuit Olga Benoît, chargée, à la Sofa, de l'axe de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Selon la dernière enquête Morbidité, mortalité et utilisation des services (Emmus V, 2012), 27% de la population n'ont pas d'actes de naissance. Le sénat dit appuyer les deux volets de la campagne, tout en mettant en évidence la place de l'identification dans l'avancement de la démocratie. « Comment pourront-elles voter si elles n'ont pas d'identité ? », s'interroge Anthony Barbier, membre du cabinet du sénateur Dieusseul Simon Desras, délégué pour la circonference.

L'autre volet de la campagne vise à informer sur la nécessité pour la population d'appréhender la question de la « représentation des femmes dans la société ». Le développement de rapports d'équité, entre les femmes et les hommes, « est une urgence pour la société », selon le consortium.

La délégation de l'Union Européenne en Haïti, qui finance l'initiative, estime « essentiel » de placer l'idée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans « la planification du développement local ». Sont escomptés des résultats, comme l'augmentation du nombre de femmes dans les organisations communautaires de bases (Ocb), dans tous les autres espaces de décision, la déconstruction des stéréotypes plaçant les hommes avant les femmes dans les familles.

Les organisateurs espèrent aussi que la campagne permettra de rendre plus accessibles les informations fondamentales pour avoir accès aux actes de naissance. Cette initiative se réalise dans le cadre du Programme d'appui au renforcement de la société civile haïtienne (Parsch), un projet financé par la délégation de l'Union Européenne en Haïti à hauteur de 566 mille euros (US \$ 1.00 = 45.00 gourdes ; 1 euro = 65.00 gourdes aujourd'hui). [srh kft gp apr 01/04/2014 15:00

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article16222>

Haïti - Environnement : Don d'équipements et de matériels de collecte des déchets à Ouanaminthe



Jeudi, l'organisation internationale humanitaire Welthungerhilfe/Agro Action Allemande, la mairie de Ouanaminthe et l'Union européenne, ont procédé avec leurs partenaires locaux à la remise de plusieurs équipements et de matériels destinés à la collecte des déchets solides dans la ville de Ouanaminthe.

Ce transfert de matériels qui s'inscrit dans le cadre du projet « Renforcement des compétences de l'administration communale et des structures locales pour un accès durable et équitable des populations de la ville de Ouanaminthe aux services d'assainissement » est financé à hauteur de 950,000 euros par l'Union européenne, à travers le Bureau de l'Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement (FED), sur deux ans, par « Agro Action Allemande », vise à améliorer les conditions sanitaires de cette ville.

Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du Plan de développement communal de Ouanaminthe, permet de répondre aux besoins fondamentaux des populations défavorisées de la ville en matière d'assainissement, à travers le renforcement des compétences du personnel municipal et l'implantation d'un système durable de ramassage d'ordures au bénéfice de la population.

« En renforçant les compétences de l'administration communale et celles des structures locales, « Agro Action Allemande » s'assure que ces équipements contribueront d'une part à l'amélioration des conditions hygiéniques de la ville de Ouanaminthe et d'autre part à la croissance et la stabilisation de leurs revenus. Ce projet permettra à environ 75,000 personnes, d'avoir un accès durable aux services d'assainissement de base » a précisé Eberhard Hauser, le Chef de site d'Agro action Allemande dans le Nord-Est.

De son côté, Javier Nino Pérez, l'Ambassadeur de l'Union européenne en Haïti a déclaré « La ville de Ouanaminthe représente le plus important centre urbain situé sur la ligne frontalière haïtiano-dominicaine. Cette initiative vient

répondre par conséquent aux besoins fondamentaux de la population de cette importante région du pays en matière d'assainissement, en contribuant à instituer un environnement et un cadre de vie plus sain, ce qui constitue un atout important dans le développement. »

<http://www.haitilibre.com/article-10817-haiti-environnement-don-d-equipements-et-de-materiels-de-collecte-des-dechets-a-ouanaminthe.html>

Pour une Ouanaminthe propre

27/03/14: Un projet financé par l'Union européenne et l'Agro Action Allemande, avec le support de la municipalité de cette ville frontalière et de la société civile, vise à changer le visage de Ouanaminthe.

Plusieurs matériels destinés à la collecte des déchets solides ont été remis, ce jeudi, à la municipalité de Ouanaminthe, dans le cadre du projet de "renforcement des compétences de l'administration communale et des structures locales pour un accès durable et équitable des populations de la ville de Ouanaminthe au service d'assainissement". « Ce projet, financé à hauteur de 950 000 euros par l'Union européenne et l'Agro Action Allemande vise à améliorer les conditions sanitaires de cette ville », explique l'agronome Apollon Aide, chef du projet. Cette initiative, selon l'agronome Appolon, s'inscrit dans le cadre du plan de développement communal de Ouanaminthe.

« Il permet de répondre aux besoins fondamentaux des couches défavorisées de la ville en matière d'assainissement, à travers le renforcement des compétences du personnel municipal et l'implantation d'un système durable de ramassage d'ordures au bénéfice de la population. » « En renforçant les compétences de l'administration communale et celles des structures locales, l'Agro Action Allemande s'assure qu'elles pourront contribuer d'une part à l'amélioration des conditions hygiéniques de la ville de Ouanaminthe, et d'autre part à la croissance et la stabilisation de leurs revenus », a fait savoir Eberhard Hauser, directeur régional de l'Agro Action Allemande dans le Nord-Est. 12 520 ménages, soit 75 120 personnes, bénéficieront d'un accès durable au service d'assainissement de base, selon le directeur régional, présent à la cérémonie.

« La ville de Ouanaminthe représente le plus important centre urbain situé sur la ligne frontalière haïtiano-dominicaine. Cette initiative vient répondre par conséquent aux besoins fondamentaux de la population de cette importante région du pays en matière d'assainissement, en contribuant à instituer un environnement et un cadre de vie plus sains, ce qui constitue un atout important dans le développement », a pour sa part expliqué l'ambassadeur de l'Union européenne en Haïti, M. Javier Nino Pérez. A l'issue de la cérémonie,

des dizaines de jeunes ont parcouru les quartiers de cette ville frontalière avec des pancartes sensibilisant les riverains à la nécessité d'avoir une Ouanaminthe propre.

Haïti - Politique : Réunion du Comité de pilotage du programme de coopération binational



Ce vendredi matin 28 mars, à l'Hôtel Montana, les représentants des Ministères des Affaires Étrangères, du Commerce, de l'Industrie, de l'Environnement et des Travaux Publics, l'Ordonnateur National du FED, Jean Edner Nelson et la Délégation de l'Union européenne en Haïti représentée par l'Ambassadeur et Chef de Délégation, Javier Nino Pérez, rencontre leurs homologues de République Dominicaine dans le cadre du Comité de Pilotage du Programme de Coopération Binationale, financé avec l'appui de la coopération de l'Union européenne.

Dans son discours d'ouverture, Javier Nino Pérez a rappelé que le Programme de Coopération Binationale entendait favoriser le développement d'Haïti et de la République dominicaine à travers une coopération économique et commerciale axée sur l'exploitation d'avantages réciproques et le renforcement de la solidarité. « [...] C'est donc un programme ambitieux, par les moyens qui lui sont consacrés, plus de 50 millions d'euros, mais aussi et surtout, parce qu'il a vocation d'accompagner le processus de dialogue politique binational et à ce titre touche de nombreux domaines d'action et implique de multiples acteurs des deux pays.

À travers ce programme, l'Union européenne a la volonté de bâtir un partenariat durable et constructif au service du développement économique et social des deux pays : le renforcement institutionnel à travers un appui aux deux secrétariats techniques de la Commission Mixte Bilatérale, et la mise en place d'un Observatoire binational ; la facilitation du commerce et l'harmonisation douanière ; l'environnement et le développement local dans les régions frontalières ; la construction et la réhabilitation d'infrastructures sur la zone frontalière au Nord des deux pays [...]

[...] Cette rencontre est particulièrement importante, pour entendre les commentaires de nos partenaires institutionnels haïtiens et dominicains, pour que ce programme joue pleinement son rôle d'appui aux objectifs et activités de la feuille de route, formulée et approuvée conjointement dans le cadre du dialogue binational de haut niveau.

Soyez-en certains : je serai particulièrement à l'écoute de vos recommandations, et je sais que mes "complices" dans la mise en œuvre de ce programme binational, je veux parler de deux Ordonnateurs nationaux en Haïti et en République Dominicaine et de mon homologue Alberto Navarro, Ambassadeur UE en RD, le seront tout autant. En tant qu'européen, je suis particulièrement sensible à cette dynamique de dialogue, pour construire la confiance et le respect mutuel, tisser et renforcer des rapports plus harmonieux et de bon voisinage, consolider la Paix et la démocratie entre les deux peuples.

L'Union européenne, le projet politique européen, représente à cet égard une belle aventure en la matière et je pense que l'UE possède une certaine expérience et expertise à partager en ce domaine [...]. Je confirme que l'UE est plus que jamais décidée à appuyer ce processus et même à élargir ses appuis aux enjeux liés à la Gestion Intégrée des Frontières (GIF).

Des discussions sont en cours à ce sujet avec les autorités haïtiennes et dominicaines, afin d'amorcer un processus, en mobilisant rapidement l'expertise européenne MIEUX des deux côtés de la frontière.

Je formule le vœu que cette initiative se concrétise très vite, et marque le démarrage d'un dialogue fructueux en matière de gestion de la frontière. »

<http://www.haitilibre.com/article-10814-haiti-politique-reunion-du-comite-de-pilotage-du-programme-de-cooperation-binational.html>

Haïti-Développement : Des organisations communautaires très remontées contre les élus locaux à Fonds-Verrettes

12/03/14: Lançant un cri de désespoir, plus de 10 ans après le passage du cyclone qui a détruit Fonds-Verrettes, des organisations paysannes appellent les élus et futurs élus à se tourner vers leur commune. Ces organisations communautaires de base (Ocb) suivent une série de sessions de formation visant leur renforcement, lequel a donné lieu déchaînement de leur colère contre les autorités locales.

Vu les tensions qui couvent, ces autorités locales - qui participent, elles aussi, à cette série de sessions ayant le même objectif - ont préféré s'abstenir,

apprend AlterPresse. Cela n'a fait qu'ajouter au ressentiment des membres d'organisations de base, qui appellent les prochains élus à ne pas suivre la voie tracée depuis 2004.

« Au lendemain des inondations de mai 2004, le président Boniface Alexandre annonçait l'opportunité de relocaliser, rapidement, la ville de Fonds-Verrettes. Dix ans après, rien n'a été fait, pendant que les autorités locales n'ont assuré aucun suivi à ce sujet. Maintenant, les habitantes et habitants de Fonds Verrettes doivent se mettre ensemble pour défendre leurs intérêts et leurs droits », déclare Val Pierre Noël, habitant d'Oriani, localité de Fonds-Verrettes.

Atteindre Fonds-Verrettes reste très compliqué depuis plusieurs années. A l'entrée du bourg, il faut parcourir 8 kilomètres et traverser une rivière. Au niveau de la commune, il n'y a pas de système d'approvisionnement en eau potable, tandis que les bureaux de l'État (état civil, mairie, tribunal) se trouvent dans une zone réputée à risque.

« Depuis plus de trente (30) ans que Fonds-Verrettes est devenue commune, on ne saurait affirmer de la moindre réalisation ici », déclare Jean-Robert Paul, habitant de Gros Cheval, localité de Fonds-Verrettes. Seulement, ont été entamés, en 2014, les travaux de construction d'un marché public. Interrogés par AlterPresse, plusieurs participantes et participants à la série de sessions de formation lancent une mise en garde aux autorités.

Ils demandent aux éventuels candidats de rompre avec la tendance actuelle, avant d'envisager toute participation aux prochaines élections.

Depuis fin 2013, Fonds-Verrettes connaît une sécheresse, particulièrement rude, associée à l'augmentation du prix de l'engrais, qui est passé de 900.00 à 2,500.00 gourdes le sac en juin 2013 (US \$ 1.00 = 45.00 gourdes ; 1 euro = 63.00 gourdes aujourd'hui). De plus, l'eau manque beaucoup dans les citernes familiales, alors que les rivières demeurent les rares points d'approvisionnement.

Cette situation soulève la grogne des organisations paysannes. Cinquante-huit organisations participent à la série de sessions de formation, laquelle entre dans le cadre d'un projet de renforcement, financé par l'Union européenne et exécuté par l'organisation de coopération espagnole Cesal.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article16123>

Le secteur des entreprises sociales se réunit autour de son apport au développement durable d'Haïti

27/03/14: ***Les associations professionnelles du secteur de l'économie***

sociale et solidaire se penchent, les 27 et 28 mars prochains, sur le potentiel de ce secteur par rapport au développement durable d'Haïti.

L'ANACAPH, en partenariat avec le KNFP, l'INAISE et le FOROROLACFR, organisent, les 27 et 28 mars à Club Indigo (Côte des Arcadins), un atelier de réflexion sur le thème « Rôle et portée des entreprises de l'économie sociale et solidaire dans le développement durable des territoires ». L'objectif de cet atelier est de démontrer les capacités des entreprises d'économie sociale à participer à la création de la richesse.

Grace à l'apport d'experts nationaux et internationaux, l'atelier entend approfondir des questions liées aux performances sociales, économiques et financières des entreprises d'économie sociale ainsi que leur contribution au développement durable des territoires.

Lors des assises, les thématiques relatives aux micros assurances, à l'agriculture et aux politiques publiques articulées à l'économie sociale et solidaire seront également discutées par les membres des coopératives, des associations, des fondations, des ONG de développement et des décideurs politiques présents.

L'atelier est organisé en prélude à l'Assemblée Générale de l'ANACAPH qui aura lieu le samedi 29 mars. Il s'inscrit aussi dans le cheminement de l'Espace d'économie sociale lancé en juillet 2012 par l'ANACPH et le KNFP. Cet Espace a pour mission de réfléchir et de diffuser les valeurs et les pratiques de l'économie sociale pour sa prise en compte dans les politiques publiques et dans les pratiques des acteurs socio-économiques.

Cet atelier bénéficie du soutien de l'Union Européenne et du Bureau de l'Ordonnateur National par le biais du Programme Microfinance pour la Production Agricole en Haïti.

À une époque où Haïti cherche sa voie en matière de développement durable, il convient de réfléchir ensemble pour sensibiliser l'opinion nationale sur les enjeux et alimenter les politiques et les actions en vue d'une économie inclusive porteuse de justice sociale.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article16205>